



Maison de l'Europe de Paris

PROGRAMME

Janvier 2019

Catherine Lalumière et toute l'équipe de la Maison de l'Europe de Paris
vous souhaitent de bonnes fêtes et une excellente année 2019 !



*Bonne
année!*



■ « Les enfants du vide » par Raphaël Glucksmann

Mardi 8 janvier de 18h30-20h00

La Maison de l'Europe vous invite à découvrir le livre de Raphaël GLUCKSMANN « Les enfants du vide », Allary Editions. Ce livre parle d'Europe, son recul, la montée des populismes, mais aussi de ses valeurs démocratiques et des nécessaires combats à mener pour les défendre.

Comment faire pour quitter la religion du progrès à tout prix et éviter le désastre écologique ?

Pour ne pas tout perdre, sortir de l'impasse, retisser des liens et quitter une société vide de sens, des chemins existent que l'auteur propose d'explorer. À l'approche des élections européennes, ce livre génère une résonance toute particulière car il invite à repenser la notion du commun dans le contexte de ces élections.

Avec la participation de **Raphaël GLUCKSMANN**, philosophe, essayiste et homme politique français.

Le débat sera modéré par **Philippe PERCHOC**, chercheur et analyste politique à l'unité des politiques externes du Service de Recherches du Parlement européen.

En présence de **Catherine LALUMIERE**, présidente de la Maison de l'Europe de Paris.

*Inscription à la conférence obligatoire, dans la limite des places disponibles, sur www.paris-europe.eu
Ouverture des portes à 18h00 et dernier accès à 18h30.*

■ « La fiscalité au cœur des débats européens »

En partenariat avec l'Ambassade des Pays-Bas en France

Jeudi 10 janvier de 18h00 à 19h30

La Maison de l'Europe de Paris reçoit le Secrétaire d'État néerlandais, Ministre chargé de la Fiscalité, Monsieur **Menno SNEL**, membre du Parti D'66 et du groupe ALDE - Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe au Parlement européen.

Le domaine fiscal dans l'Union européenne relève encore largement de la compétence nationale mais une harmonisation est envisagée depuis de nombreuses années, particulièrement pour l'impôt sur les sociétés. Cependant, les intérêts des États membres sont difficiles à concilier sur ce sujet. Le débat européen sur des questions relatives à la fiscalité se croise avec les transmutations du système fiscal néerlandais et en particulier en matière de lutte contre l'évasion et la fraude fiscale. Spécialiste sur la fiscalité, Monsieur Menno SNEL apportera son éclairage sur ces thématiques lors du débat. Il a siégé au conseil d'administration du Fonds Monétaire International (FMI) au nom des Pays-Bas, représentant les intérêts des Pays-Bas et des pays de la circonscription néerlandaise. De 2016 à 2017, il était président du conseil d'administration de NWB Bank, avant d'entrer au gouvernement.

Cet événement se tiendra en anglais, une interprétation en français est prévue.

Inscription à la conférence obligatoire, dans la limite des places disponibles, sur www.paris-europe.eu

Ouverture des portes à 17h30 et dernier accès à 18h00.

■ « L'Europe et le Brexit » quelles conséquences économiques et sociales pour les entreprises ? »

Organisé par le Club Alumni « Europe » de l'IAE Paris-Sorbonne

Mardi 15 janvier de 18h30 à 21h00

Les entreprises qui travaillent avec le Royaume-Uni, partent de l'hypothèse qu'il y a d'ores et déjà trois certitudes. Primo, le Brexit aura bien lieu. Les accords entre l'Union européenne et le Royaume Uni viennent démentir les rumeurs ou informations sur un possible nouveau referendum ou revirement britannique : il crédibilise le Brexit. Le Royaume-Uni quittera l'Union européenne. Secundo, toutes les entreprises françaises et européennes qui font du business avec le Royaume-Uni, seront affectées. Certes, l'impact concret variera selon la nature du business (exportation en direct, existence ou pas de Supply Chain, investissements, etc.) et du secteur d'activité. Mais dans tous les cas de figure, il y aura des conséquences lourdes si elles ne sont pas anticipées. Tertio, certes, la période de transition offre un répit bienvenu mais le temps presse. Il est indispensable d'ores et déjà de se préparer, c'est à dire d'identifier les impacts potentiels et de définir les réponses adéquates. Il convient d'en limiter les conséquences même si chaque entreprise est un cas particulier. Il n'y a pas de schéma unique valable pour toutes les entreprises dans la mesure où il n'y aura pas d'impact uniforme.

Avec la participation de Monsieur **Henri MALOSSE**, ancien Président du Comité économique et social européen 2013 - 2015.

Le débat sera modéré par **Jean-Claude FONTANIVE**, Président du Club « Europe » de l'IAE Paris-Sorbonne.

Tarif non-adhérent aux Alumni : 16. €. Inscription à la conférence obligatoire dans la limite des places disponibles, uniquement à <https://urlz.fr/8kLB>.

Ouverture des portes à 18h00 et dernier accès à 18h30.

■ La Roumanie et les défis de sa première présidence tournante du Conseil de l'UE?

En partenariat avec l'Ambassade de Roumanie en France

Jeudi 17 janvier de 18h30 à 20h00

Suite à son adhésion à l'Union européenne il y a plus d'une décennie, la Roumanie assure pour la première fois la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne entre janvier et juin 2019. C'est ainsi à son tour d'impulser les travaux du Conseil tout en maintenant la continuité du programme européen.

Quelle dynamique cette présidence va-t-elle mettre en place pour l'Union européenne ?

Avec la participation de Son Excellence Monsieur **Luca NICULESCU**, ambassadeur de Roumanie en France.

En présence de **Catherine LALUMIERE**, présidente de la Maison de l'Europe de Paris.

Conférence organisée dans le cadre des activités du **Centre d'Information Europe Direct**.

Inscription à la conférence obligatoire, dans la limite des places disponibles, sur www.paris-europe.eu

Ouverture des portes à 18h00 et dernier accès à 18h30.

■ Un système d'assurance chômage européen : ce que les européens pensent vraiment

En partenariat avec l'Institut Jacques Delors

Lundi 21 janvier de 18h00 à 20h00

De nombreux experts s'accordent sur le fait que l'Union économique et monétaire (UEM) requiert davantage d'instruments de partage des risques entre États membres. Mais qu'en pensent les Européens et les Européennes ?

Une équipe de l'Université d'Amsterdam, dont fait partie Frank Vandenbroucke, a coordonné un

projet d'étude sur l'attitude des Européens et des Européennes à l'idée du développement de tels mécanismes de partage des risques dans le domaine de l'assurance-chômage. Si les résultats indiquent que les citoyens soutiendraient une telle initiative, contrairement à ce que semble indiquer le débat politique, le degré d'un tel soutien dépendrait cependant du modèle des politiques proposées.

Avec la participation **Frank VANDENBROUCKE**, conseiller à l'Institut Jacques Delors, professeur à l'Université d'Amsterdam, **Jean PISANI-FERRY**, professeur de politique économique à Sciences Po Paris et de politique publique à la Hertie School of Governance, **Shahin VALLEE**, économiste, **Lucas GUTTENBERG**, chercheur senior et chef adjoint de la recherche au Jacques Delors Institut - Berlin et **Amélie de MONTCHALIN***, députée (LREM) de la 6ème circonscription de l'Essonne, membre de la commission des finances

à l'Assemblée nationale

En présence de **Catherine LALUMIERE**, présidente de la Maison de l'Europe de Paris.

Inscription à la conférence obligatoire, dans la limite des places disponibles, sur www.paris-europe.eu

Ouverture des portes à 17h30 et dernier accès à 18h00.

* à confirmer

■ « L'ascenseur social est-il en panne ? Comment promouvoir la mobilité sociale »

En partenariat avec L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)

Mercredi 23 janvier de 18h30 à 20h30

Lorsque les ménages modestes n'ont guère de chance de s'élever dans l'échelle sociale et que ceux qui sont au sommet sont presque assurés de conserver leur situation privilégiée, « l'ascenseur social » est en panne. En effet, le statut socio-économique se transmet largement d'une génération à l'autre. Il faudrait ainsi en moyenne quatre à cinq générations, pour que les enfants nés dans une famille en bas de la répartition des revenus atteignent le revenu moyen dans les pays de l'OCDE.

Ce nouveau rapport de l'OCDE propose des données inédites sur la mobilité sociale, alors que les inégalités de revenus et de chances se creusent dans la plupart des pays. Il couvre les aspects liés à la fois à la mobilité sociale entre les parents et leurs enfants et à la mobilité individuelle tout au long de la vie. Il examine les options et les mesures à la disposition des responsables de l'action publique afin d'améliorer la mobilité sociale. Une comparaison sera proposée sur le thème de l'ascenseur social entre le point de vue de l'OCDE et de l'Union européenne.

Avec la participation de **Michael FÖRSTER**, économiste principal au sein de la direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE, **Céline THEVENOT**, qui a participé à la rédaction du rapport « L'ascenseur Social en Panne ? ».

Le débat sera modéré par **Sabrina ADJELOUT**, agent OCDE au marketing Librairie du Centre des Conférences au sein de la Direction des affaires publiques et des communications.

Inscription à la conférence obligatoire, dans la limite des places disponibles, sur www.paris-europe.eu

Ouverture des portes à 18h00 et dernier accès à 18h30.

*à confirmer

■ Politique Agricole Commune et protection de l'environnement, antagonisme ou complémentarité ?

Cycle *Elections européennes 2019* en partenariat avec **Kantar Public France**

Jeudi 31 janvier de 18h30 à 20h00

Depuis sa création, la PAC a eu comme objectif de relancer la production alimentaire du continent tout en assurant des revenus satisfaisants aux agriculteurs et des prix convenables aux consommateurs. Aujourd'hui cette politique fait face à plusieurs défis : concurrence déloyale, limiter la pollution entraînée par plusieurs décennies de productivisme, le respect des pratiques environnementales, le développement rural, les scandales de la sécurité alimentaire (œufs contaminés au fipronil, lait du groupe Lactalis contaminé à la salmonelle, glyphosate) etc. La PAC sera réformée entre 2021 et 2027 sur deux volets : économique et sur les enjeux environnementaux et climatiques. Comment consolider cette politique et la rendre plus efficace dans le contexte existant et quelle place va-t-elle prendre dans le débat pour les élections européennes?

Avec la participation de **Pascal DURAND**, député européen Groupe des Verts, **Sandrine BELIER**, Directrice de Humanité et Biodiversité, **Sandrine BLANCHEMANCHE**, directrice du Pôle Alimentation Saine Sûre et Durable, ANIA et **Eddy VAUTRIN DUMAINE**, Directeur d'Etudes à Kantar Public et correspondant pour la France du Centre Kantar sur le Futur de l'Europe.

Le débat sera modéré par **Marcel GRIGNARD**, président de Confrontations Europe.

En présence d'**Emmanuel RIVIERE**, Directeur Général France de Kantar Public et Président du Centre Kantar sur le Futur de l'Europe et de **Catherine LALUMIÈRE**, présidente de la Maison de l'Europe de Paris et ancienne Ministre.

Consultez le site du Parlement européen pour les élections européennes : cettefoisjevote.eu.

Inscription à la conférence obligatoire, dans la limite des places disponibles, sur www.paris-europe.eu

Ouverture des portes à 18h00 et dernier accès à 18h30.

* à confirmer

Maison de l'Europe de Paris

Association régie par la loi de 1901, créée en 1956 et reconnue d'utilité publique.

29, avenue de Villiers 75017 Paris • Tél +33(0)1 44 61 85 85

www.paris-europe.eu • maison-europe@paris-europe.eu

📍 Maison de l'Europe de Paris 📞 @MdEuropeParis

MAIRIE DE PARIS



★ île de France

